



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 10 février 2015 — N° 55

Treize heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Montmorency sur le sujet suivant : *Hommage à M. Michel Guimond.*
- La députée d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *Saluons l'engagement d'Yvon Lemay.*
- Le député de Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Félicitations à la famille Lampron, Famille agricole 2014.*
- Le député des Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *40^e édition de l'International Pee-Wee BSR.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Actions interculturelles s'intéresse à l'intégration économique des jeunes estriennes.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jean Faber.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Souligner le 35^e du Club de ski de fond de Richmond.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Souligner la cuvée 2014 du CLDEM.*
- Le député de Mont-Royal sur le sujet suivant : *Souligner la 8^e édition de Festi-Neige, un événement touristique d'hiver pour les Laurentides.*
- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Mme Odette Bernatchez, citoyenne de cœur.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission de l'administration publique qui, les 1^{er}, 8 et 29 octobre ainsi que les 5 et 20 novembre 2014, a procédé aux auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics portant sur : la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport, les médicaments et les services pharmaceutiques, la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, la réalisation et l'exploitation d'aires de services et la gestion et l'aide financière du Fonds vert. La Commission s'est également réunie en séance de travail le 11 juin, les 9 et 25 septembre, les 1^{er}, 8 et 29 octobre ainsi que les 5, 13 et 20 novembre 2014, relativement à ce mandat. Le rapport contient 15 recommandations.

Rapport déposé le **4 décembre 2014**

Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **5 décembre 2014**

Sont écoulés les 15 jours impartis, en vertu de l'article 94 (R.A.N.), pour la prise en considération de ce rapport.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 13*
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales
Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 3) Projet de loi n° 19
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
le 12 novembre 2014
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations)
déposé le **5 décembre 2014**
- 4) Projet de loi n° 20
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et
de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en
matière de procréation assistée
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 novembre
2014**
- 5) Projet de loi n° 25
Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la
responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur
de véhicules routiers
Présenté par le ministre des Transports le **28 novembre 2014**
- 6) Projet de loi n° 26
Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de
fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics
Présenté par la ministre de la Justice le **3 décembre 2014**
- 7) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance
subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le **26 novembre 2014**
- 8) Projet de loi n° 28*
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du
discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre
budgétaire en 2015-2016
Présenté par le ministre des Finances le **26 novembre 2014**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 9) **Projet de loi n° 30**
Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
le **5 décembre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 10) **Projet de loi n° 190**
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 11) **Projet de loi n° 192**
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 12) **Projet de loi n° 193**
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 13) **Projet de loi n° 194**
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 14) **Projet de loi n° 195**
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

15) Projet de loi n° 196

Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen

Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

16) Projet de loi n° 390

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière

Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

17) Projet de loi n° 393

Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs

Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

18) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 28**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (mandat confié le 4 décembre 2014).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 26**, Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (mandat confié le 5 décembre 2014).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 27**, Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés (mandat confié le 2 décembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 33) M. Bonnardel (Granby) – **10 février 2015**
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

L'automne dernier, j'ai déposé une question écrite à l'attention de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique concernant une recommandation soumise par le Protecteur du citoyen au ministère de la Santé et des Services sociaux afin de tenir compte, dans le calcul de la contribution financière au placement, de la pension alimentaire versée par le parent débiteur au parent créancier.

Le 6 octobre 2014, elle m'informait que le ministère reconnaît le caractère inéquitable de cette disposition réglementaire et que la recommandation du Protecteur du citoyen sera prise en compte. Pour ce faire, un groupe de travail a été formé pour préparer un plan d'action.

Je demande à la ministre où en sont les travaux du groupe de travail et quand et comment elle entend donner suite à la recommandation du Protecteur du citoyen. Quel est l'échéancier précis des travaux sur cet enjeu?

- 34) M. Charette (Deux-Montagnes) – **10 février 2015**
Au ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques

Le 4 décembre 2014, j'ai déposé le projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs.

Lors des échanges qui ont suivi, à l'occasion de la période de questions et réponses orales du 4 décembre 2014, le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques a affirmé ceci : « Je note rapidement, puisqu'il a été déposé ce matin, qu'il y a peut-être certains éléments dont la constitutionnalité pourrait être soulevée, sinon mise en doute. »

J'estime important d'obtenir des précisions sur cette déclaration du ministre. Par souci de transparence, peut-il m'expliquer, dans les plus brefs délais :

- a) Selon lui, quels articles des Lois constitutionnelles de 1867 et 1982 posent problème en regard de la constitutionnalité du projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs?
- b) Pour chaque article concerné en a), peut-il expliciter les problèmes constitutionnels soulevés par le projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs?

Par ailleurs, reconnaît-il la nécessité pour le gouvernement et l'opposition de collaborer de façon constructive sur l'enjeu des nominations politiques et reconnaît-il que les nominations partisans créent de l'instabilité dans la haute fonction publique, peuvent engendrer des scandales politiques et contribuent à alimenter le cynisme de la population?

Reconnaît-il qu'il est plus que temps pour le gouvernement d'agir sur cet enjeu?

35) Mme Samson (Iberville) – **10 février 2015**

À la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française

Le 26 juin 2014, lors de l'étude des crédits 2014-2015 du ministère de la Culture et des Communications, la ministre de la Culture et des Communications a confirmé que les objectifs de son ministère font partie intégrante du plan stratégique 2012-2016.

Or, le premier objectif apparaissant à ce plan consiste, et je cite, à « rapatrier les budgets fédéraux en culture, assurant ainsi aux organismes culturels un guichet unique et la cohérence de l'action gouvernementale en création, en production et en diffusion ». L'indicateur pour cet objectif est le suivant : rapatriement de budgets d'institutions fédérales en culture, c'est-à-dire le budget dédié au milieu

culturel québécois par trois institutions fédérales en culture, soit : le Conseil des arts du Canada, Téléfilm Canada et Patrimoine canadien.

J'estime important de questionner la ministre sur cette question. Par souci de transparence, peut-elle répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Quelles sont les actions qui ont été entreprises pour l'atteinte de cet objectif?
- b) Des discussions sont-elles en cours avec le gouvernement fédéral?
- c) Quelle échéance la ministre entend-elle respecter pour l'atteinte de cet objectif?

36) Mme Samson (Iberville) – **10 février 2015**

À la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française

Le 26 juin 2014, lors de l'étude des crédits 2014-2015 du ministère de la Culture et des Communications, la ministre de la Culture et des Communications affirmait qu'elle s'affèrerait à mettre à jour la politique culturelle du Québec, dont la dernière version remonte à 1992 : « Et évidemment, la politique culturelle gouvernementale du Québec, qui sera déposée le 31 mars 2016. Et pourquoi 31 mars 2016? Parce qu'évidemment il y aura énormément de consultations et nous voulons être sûrs qu'il y ait une très forte adhésion; il faut prendre le temps de la faire. » (Journal des débats, 26 juin 2014).

J'estime important de questionner la ministre sur cette déclaration. Par souci de transparence, peut-elle répondre à cette question dans les plus brefs délais :

- a) Quand la ministre prévoit-elle débiter les consultations sur la future politique culturelle du Québec?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux – *députée de Taschereau*.
- bb)** Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction – *député des Chutes-de-la-Chaudière*.
- cc)** Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec – *député de Mercier*.